

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	19.04.2024
Thema	Keine Einschränkung
Schlagworte	Naturgefahren
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Bundesratsgeschäft
Datum	01.01.1990 - 01.01.2020

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Barras, François
Benteli, Marianne
Bernath, Magdalena
Bovey, Audrey
Burgos, Elie
Eperon, Lionel
Flückiger, Bernadette
Freymond, Nicolas
Terribilini, Serge
Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Barras, François; Benteli, Marianne; Bernath, Magdalena; Bovey, Audrey; Burgos, Elie; Eperon, Lionel; Flückiger, Bernadette; Freymond, Nicolas; Terribilini, Serge; Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Naturgefahren, Bundesratsgeschäft, 1994 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 19.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	1
Wirtschaft	1
Geld, Wahrung und Kredit	1
Nationalbank	1
Infrastruktur und Lebensraum	2
Umweltschutz	2
Naturgefahren	2
Bildung, Kultur und Medien	4
Kultur, Sprache, Kirchen	4
Kulturpolitik	4

Abkürzungsverzeichnis

EFD	Eidgenössisches Finanzdepartement
UREK-NR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
UREK-SR	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Ständerates
SNB	Schweizerische Nationalbank
WAK-NR	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
WZG	Bundesgesetz über die Währung und die Zahlungsmittel
fondssuisse	Hilft bei Elementarschäden seit 1901

DFF	Département fédéral des finances
CEATE-CN	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
CEATE-CE	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil des Etats
BNS	Banque nationale suisse
CER-CN	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
LUMMP	Loi fédérale sur l'unité monétaire et les moyens de paiement
fondssuisse	Aide lors de dégâts naturels depuis 1901

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Zwischenstaatliche Beziehungen

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 07.03.2001
FRANÇOIS BARRAS

Le Conseil des Etats a ratifié un **accord d'assistance mutuelle en cas de catastrophe** avec l'Autriche. ¹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 02.11.2005
ELIE BURGOS

La Suisse et la Principauté de Liechtenstein ont conclu un **accord sur l'assistance mutuelle en cas de catastrophe ou d'accident grave**. ²

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 18.03.2016
AUDREY BOVEY

Au mois de mars 2016, le Conseil national et le Conseil des Etats ont tous deux adopté, en vote final, le projet d'arrêté fédéral portant approbation de l'**accord entre la Suisse et le Liechtenstein** sur l'assurance des dommages dus à des événements naturels exploitée par des entreprises d'assurance privées. Hormis les interventions des rapporteurs de commission et du conseiller fédéral en charge du DFF, l'objet en question n'a suscité aucun commentaire. ³

Wirtschaft

Geld, Währung und Kredit

Nationalbank

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 26.11.2018
GUILLAUME ZUMOFEN

Le Conseil fédéral a soumis au Parlement son projet de **révision partielle de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement (LUMMP)**. L'objectif de cette révision est de supprimer le délai d'échange des billets de banque. A l'heure actuelle, la BNS émet une nouvelle série de billets tous les 15 à 20 ans. Or, les billets rappelés ne peuvent être légalement utilisés que 6 mois à partir du rappel et échangés pendant 20 ans auprès de la BNS. Afin de s'aligner sur la pratique internationale, de prendre en compte le rallongement de l'espérance de vie, la hausse de la mobilité des travailleurs et de valoriser la monnaie helvétique comme une valeur refuge, le Conseil fédéral a proposé de supprimer le délai d'échange des billets à partir de la 6ème série (1976) et pour les séries suivantes. Lors des débats au Conseil des États, l'objet a été largement remanié. Par 37 voix contre 4, les sénatrices et les sénateurs ont décidé de maintenir le délai d'échange et ont adopté une modification des bénéficiaires des billets non échangés. Ainsi, 20 pour cent du revenu sera versé à fondssuisse pour assurer les dommages causés par des forces naturelles, et le reste sera réparti entre la Confédération (1/3) et les cantons (2/3). Lors du vote sur l'ensemble, le projet a été adopté par 42 voix contre 1 abstention. ⁴

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 07.03.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

Alors que le Conseil fédéral proposait une suppression du délai d'échange des billets de banque, à travers une **modification de la loi sur l'unité monétaire et les moyens de paiement (LUMMP)**, le Conseil des Etats a balayé cette proposition et maintenu le délai d'échange de 20 ans. De plus, il a proposé une modification des bénéficiaires des billets non échangés en attribuant 20% de la valeur au Fonds suisse et le reste réparti entre la Confédération (1/3) et les cantons (2/3).

La Commission de l'économie et des redevances du Conseil national (CER-CN) s'est donc penchée sur la question. Elle propose à sa chambre de suivre le projet initial du Conseil fédéral et de supprimer le délai d'échange des billets de banque. D'un côté, elle n'a pas relevé l'argument antiblanchiment d'argent soulevé par la Chambre des cantons. D'un autre côté, elle considère comme incohérent qu'un billet de banque puisse perdre sa valeur. Elle précise d'ailleurs que le délai d'échange est une pratique helvético-suisse qui n'a pas cours dans d'autres pays.

Le Conseil national a adopté le projet du Conseil fédéral par 126 voix contre 45 et 6 abstentions. Le Parti socialiste a été isolé dans ce débat. L'objet retourne donc au Conseil des États pour supprimer les divergences. ⁵

Infrastruktur und Lebensraum

Umweltschutz

Naturgefahren

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 17.06.1994
SERGE TERRIBILINI

En automne 1993, de violents orages ont créé d'importantes inondations au Tessin et en Valais, provoquant des dégâts d'un montant s'élevant à plusieurs centaines de millions de francs. Après avoir dépêché l'armée sur place, la Confédération s'est engagée à utiliser toutes les possibilités de subventionnement pour participer financièrement à l'effort des cantons touchés. Le Conseil fédéral a également proposé d'octroyer une **aide fédérale extraordinaire pour réparer les dommages dus aux intempéries**. Sous forme d'arrêté, ce projet consiste en des contributions aux coûts des travaux de première urgence, des travaux de déblaiement, de remise en état des routes n'appartenant pas aux réseaux national ou principal, d'ouvrages de protection contre les crues, des infrastructures et des bâtiments et installations officiels. Par ce biais, la Confédération devrait participer à hauteur de 80% des dépenses à la charge du secteur public, soit au total CHF 209 millions. Le parlement a adopté ce projet ainsi que la clause d'urgence à la quasi unanimité.⁶

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 02.05.1997
LIONEL EPERON

Au début du mois de mai, le Conseil fédéral a nommé une **commission spécialisée** dans le domaine des catastrophes naturelles en vue d'en améliorer la prévention. Composé de 19 membres issus des milieux de la science, de l'administration et de l'économie, cet organe de conseils a reçu pour mandat d'établir une analyse et un inventaire des risques auxquels est confrontée la population helvétique.⁷

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 27.09.2006
MAGDALENA BERNATH

Diskussionslos genehmigte das Parlament ein Abkommen mit dem Fürstentum **Liechtenstein** zur gegenseitigen Hilfeleistung bei Katastrophen oder schweren Unglücksfällen.⁸

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 19.12.2008
NICOLAS FREYMOND

Conformément au mandat reçu des chambres l'année précédente, le Conseil fédéral a adopté un message spécial relatif aux **prestations de la Confédération pour la réparation des dégâts causés par les intempéries de 2005 dans le canton d'Obwald**. Les intempéries de l'été 2005 avaient occasionné des dégâts considérables dans quelque dix-sept cantons pour un montant total avoisinant les 3 milliards de francs. Après le refus du Conseil fédéral d'octroyer une aide financière exceptionnelle aux trois cantons les plus touchés (Uri, Nidwald et Obwald), les chambres l'ont toutefois contraint à revenir sur sa décision et à soumettre à leur approbation des mesures extraordinaires, afin que le solde par habitant à charge des cantons pour la réparation des dommages subis reste raisonnable. Le Conseil fédéral a dès lors proposé d'octroyer une aide de 14,4 millions de francs au canton d'Obwald, seul des trois cantons les plus touchés à satisfaire aux critères définis par le gouvernement. Ce montant, prélevé sur le produit de l'impôt sur les huiles minérales, est destiné exclusivement à la remise en état de routes. Au Conseil des Etats, le projet a été approuvé à l'unanimité et sans la moindre proposition d'amendement. L'objet a suscité à peine plus de discussions au Conseil national, après qu'une minorité écologiste de la commission de l'environnement a proposé de ne pas entrer en matière. Le plénum a balayé, par 147 voix contre 14, la proposition de minorité et approuvé dans la même proportion le projet du gouvernement. En votation finale, les chambres ont confirmé leur décision.⁹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 10.12.2009
NICOLAS FREYMOND

Au printemps, le Conseil fédéral a adopté le message concernant le crédit-cadre de la Confédération pour la réalisation de la première étape de la **troisième correction du Rhône**. Cet important projet vise avant tout à combler les graves carences constatées en matière de sécurité. En effet, les actuels ouvrages d'endiguement ne protègent pas la plaine contre la crue centennale, en raison de la capacité insuffisante du lit du fleuve et de l'instabilité des digues. Plus de 13 000 hectares de terre sont ainsi menacés d'inondation et les dégâts que cette dernière occasionnerait sont estimés à plus de 10 milliards de francs. Le projet comporte en outre des améliorations en matières écologiques et socioéconomiques. Le présent message concerne la première des trois phases de la réalisation de cette troisième correction du Rhône et comporte les mesures de protection contre les crues jugées prioritaires au regard des dégâts potentiels. Conformément à la loi sur l'aménagement des cours d'eau, le financement

est assuré par les cantons de Vaud et du Valais qui bénéficient d'indemnités de la Confédération. Concrètement, le Conseil fédéral demande au parlement un crédit de 169 millions de francs pour la période 2009-2014 couvrant 65% des coûts totaux des travaux de cette première phase.

À la suite de sa CEATE, le Conseil national a accueilli très favorablement le projet gouvernemental et a approuvé, sans discussion et par 155 voix contre 8, le projet d'arrêté octroyant ce crédit-cadre. Lors de la session d'hiver, la chambre des cantons l'a quant à elle adopté à l'unanimité.¹⁰

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 11.10.2019
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der Bundesrat beantragte dem Parlament im Dezember 2018, die Finanzierung der zweiten Etappe der **dritten Rhonekorrektur** zu genehmigen. Bei der dritten Rhonekorrektur in den Kantonen Wallis und Waadt handelt es sich um das grösste Hochwasserschutzprojekt der Schweiz. Eine erste Rhonekorrektur war bereits Ende des 19. Jahrhunderts vorgenommen worden. Damals wurde die Rhone begradigt und es wurden Schutzdämme gebaut. Durch Entsumpfung konnte viel Land gewonnen werden. Eine zweite Rhonekorrektur, die 1960 abgeschlossen wurde, sollte dazu dienen, Überschwemmungen zu verhindern. Dazu wurde die Flussbreite verengt und die Dämme wurden verstärkt und erhöht. Zahlreiche Hochwasser in den folgenden Jahren zeigten bald die Grenzen dieser Art von Hochwasserschutz auf. Mit der dritten Rhonekorrektur, die Arbeiten auf einer Länge von 162 Kilometern von der Quelle bis zur Mündung in den Genfersee beinhaltet, sollen laut Bundesrat potenzielle Hochwasserschäden im Umfang von geschätzten CHF 10 Mrd. verhindert werden. Zudem soll die Korrektur auch dem Umweltschutz dienen: Unter anderem sollen die Wasserqualität erhalten und die Wasser- und Uferlebensräume geschützt und weiterentwickelt werden. Weil dabei beträchtliche Flächen Kulturlandes verloren gehen und die Landwirtschaft auch anderweitig betroffen ist, veranschlagte der Bundesrat Ausgleichs- und Begleitmassnahmen im Rahmen von CHF 150 Mio. Dazu gehören etwa Strukturverbesserungen, Lösungen für existenziell bedrohte Betriebe oder Landumlegungen.

Für die Realisierung der ersten Etappe dieser dritten Korrektur, die besonders dringliche Massnahmen und die Planung der weiteren Massnahmen beinhaltet, hatte die Bundesversammlung 2009 einen Rahmenkredit von CHF 169 Mio. bewilligt. Nach dreimaliger Verlängerung läuft dieser Kredit 2019 aus. Nach Abschluss dieser zweiten Etappe in etwa 20 Jahren werden rund 60 Prozent der möglichen Schäden an der Rhone reduziert sein. Die verbleibenden 40 Prozent sollen mit weniger dringenden Massnahmen ungefähr ab dem Jahr 2040 eliminiert werden, z.B. im Goms, in Gampel, Brig und Evionnaz.

Die Gesamtkosten für die dritte Rhonekorrektur veranschlagten die beiden Kantone Wallis und Waadt als Bauherren auf insgesamt rund CHF 3.6 Mrd. Weil die dritte Rhonekorrektur ein ausserordentlich grosses Projekt ist, soll die Unterstützungen des Bundes in einem separaten Verpflichtungskredit sichergestellt werden. Es obliegt somit dem Parlament, den Kredit zu Lasten des Bundes von circa CHF 1 Mrd. zu genehmigen.

In der Nationalratsdebatte in der Herbstsession 2019 meldete SVP-Sprecher und Bauernvertreter Pierre-André Page (svp, FR) Bedenken wegen der potenziellen Folgen für die Landwirtschaft im Wallis an. Mit kleineren Beträgen hätten auch die Auswirkungen auf die Landwirtschaft in Grenzen gehalten werden können, so Page. Die SVP-Fraktion unterstützte das Geschäft dennoch. In der Abstimmung hiess der Nationalrat den Gesamtkredit ohne Gegenstimme gut.¹¹

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 05.12.2019
BERNADETTE FLÜCKIGER

Der Ständerat beugte sich in der Wintersession 2019 über die das Milliardengeschäft der **dritten Rhonekorrektur**, nachdem sich die UREK-SR im Oktober 2019 einstimmig für die Annahme des Gesamtkredits ausgesprochen hatte. Nach Wortmeldungen von Kommissionssprecher Rieder (cvp, VS) und Bundesrätin Sommaruga stimmte der Rat dem Kredit mit 39 zu 0 Stimmen bei einer Enthaltung deutlich zu.¹²

Bildung, Kultur und Medien

Kultur, Sprache, Kirchen

Kulturpolitik

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 15.12.2003
MARIANNE BENTELI

Da sich in den Konflikten jüngerer Zeit, insbesondere im ehemaligen Jugoslawien, gezeigt hatte, dass das **Haager Abkommen** von 1954 für den Schutz von Kulturgut vor bewaffneten Konflikten mehrere normative Mängel aufweist, welche auch durch die Zusatzprotokolle von 1977 zu den Genfer Abkommen von 1949 zum Schutz der Kriegsoffer nicht behoben werden konnten, wurde 1999 in Den Haag das zweite Zusatzprotokoll verabschiedet, welches von der Schweiz umgehend unterzeichnet wurde. Es dehnt sämtliche Bestimmungen auf nicht-internationale bewaffnete Konflikte aus und präzisiert die Massnahmen, welche die Vertragsstaaten bereits in Friedenszeiten zum Schutz des Kulturgutes, insbesondere auch gegen Naturkatastrophen treffen müssen. Als **Erstrat stimmte der Ständerat der vom Bundesrat beantragten Ratifizierung einstimmig zu.**¹³

1) BO CE, 2001, p. 29.63

2) FF, 2005, p. 6251 ss.

3) BO CE, 2016, p. 23 ss.; BO CE, 2016, p. 240 ; BO CN, 2015, p. 2270 ss.; BO CN, 2016, p. 571 ; FF, 2015, p. 6317 ss.

4) BO CE, 2018, pp.811; Communiqué de presse du CER-CE 10.10.18; Communiqué de presse du CER-CE 19.6.18; FF, 2018, pp.1051; FF, 2018, pp.1063

5) BO CN, 2019, pp.153 s.; Communiqué de presse CER-CN du 30.01.2019

6) BO CE, 1994, p. 664 ss.; BO CE, 1994, p. 735 ss.; BO CE, 1994, p. 775 ss.; BO CN, 1994, p. 1007 ss.; BO CN, 1994, p. 1117 ss.; BO CN, 1994, p. 1248 ss.; FF, 1994, 2, p. 1275 ss.; Presse des 15.3., 5.5. et 14.6.94

7) Bund, 2.5.97

8) AB NR, 2006, S. 184; AB SR, 2006, S. 769.

9) FF, 2008, p. 3899 ss.; BO CE, 2008, p. 795 ss. et 1061; BO CN, 2008, p. 1893 ss. et 1980.

10) FF, 2009, p. 3855 ss.; BO CN, 2009, p. 1353 s.; BO CE, 2009, p. 1279 s.; FF, 2009, p. 8299 s.

11) AB NR, 2019, S. 1382 ff.; Medienmitteilung BAFU vom 21.06.18; Medienmitteilung Bundesrat vom 14.12.18

12) AB SR, 2019, S. 1073 ff.

13) AB SR, 2003, S. 1166; BBl, 2003, S. 6091 ff.